



CONSEIL DES TERRITOIRES

MERCREDI 16 NOVEMBRE 2022

- En visioconférence -

Présents :

Président	Gilles SEZIONALE
Secrétaire Générale	Dominique CUPILLARD

Ligue AURA	Jean-Luc MANAUDOU
Ligue Bretagne	Bénédicte COMPOIS
Ligue Bourgogne Franche-Comté	Patrick TRIOEN
Ligue Centre Val de Loire	Michel SAUGET
Ligue Corse	Christine ARNOUX
Ligue Grand Est	Stéphane METZGER
Ligue Guyane	Myrtho MANDE
Ligue Martinique	Madame Martinet
Ligue Haut de France	Véronique GIBOT (en charge Pôle des territoires)
Ligue Ile de France	Claudie ARNAUD (Vice-Présidente Déléguée)
Ligue Normandie	Philippe BRIOUT
Ligue Nouvelle Aquitaine	Marc DEBERGHES
Ligue Occitanie	Bernard DALMON
Ligue Pays de la Loire	Joël PINEAU
Ligue PACA	Dominique LAGIER (Présidente Déléguée)
Présidente CC « Outre-Mer »	Guilène FAUBOURG

Excusés :

Ligue Guadeloupe	Gérard OLIVARY
Ligue Nouvelle Calédonie	Jean-Claude ROBIN
Ligue La Réunion	Henri FONTAINE
Ligue Tahiti	Michel SOMMERS

Assistent :

Directeur Général	Laurent CIUBINI
Directeur Technique National	Julien ISSOULIE
Directeur Accompagnement Réseaux & Territoires	Basile GAZEAUD
Responsable de la coordination des instances fédérales	Magali TAPRET
Responsable Financière par intérim	Ingrid D'HOSTINGUE
Directrice Administrative et Financière	Alexandra LABOUCHEIX (en partie)
Directeur Développement des Pratiques et de la Santé	Vincent HAMELIN (en partie)
Responsable Développement & accompagnement du réseau fédéral	Catherine ARRIBE (en partie)

Il est procédé à l'appel nominal.

Philippe Briout souhaite la bienvenue à tous. Il évoque les différents points de l'ordre du jour et rappelle que le Conseil des Territoires est un rendez-vous périodique important, durant lequel les interactions et les échanges sont les bienvenus sur les divers sujets d'actualité.

En préambule, Laurent Ciubini présente Ingrid d'Hostingue, responsable financière par intérim, qui remplacera Alexandra Laboucheix durant son congé maternité.

1) Positionnement FFN vis-à-vis de la crise énergétique

Basile Gazeaud fait part du positionnement national de la Fédération vis-à-vis de la crise énergétique auprès des différentes instances :

- Auprès du ministère des Sports et des institutionnels :
 - o En continuant à participer au comité de pilotage
 - o En sensibilisant les instances à la singularité des piscines en tant qu'unique équipement sportif de service public et support possible d'une pratique de la natation
 - o En défendant le plafonnement des prix de l'énergie par la rédaction d'un courrier officiel
- Auprès du terrain (clubs et collectivités) :
 - o En centralisant toutes les problématiques locales (observatoire de crise)
 - o En mettant en place des courriers-type en cas de fermeture

Face à la hausse des coûts énergétiques, les clubs nous informent tous les jours de la fermeture de piscines pour plusieurs mois ou durant les périodes de vacances scolaires. Face à ce constat inquiétant, la Fédération souhaite lancer une nouvelle action de communication nationale par la rédaction d'un courrier à la Ministre et d'un courrier type pour sensibiliser les collectivités locales qui viendraient à dégrader leur offre d'ouverture de piscines. A ce titre, elle souhaite connaître le positionnement de ses Ligues sur la centralisation de ces problématiques et la prise de relais de l'action nationale.

A titre d'exemple, Basile Gazeaud présente le bilan de l'enquête flash « Plan de sobriété énergétique » initiée par la Ligue des Hauts de France qui a recensé les fermetures de 11 piscines en cours ou à venir sur le territoire.

Occitanie : Bernard Dalmon évoque les problématiques liées à la baisse de la température de l'eau à 26°. A Toulouse les scolaires ne vont plus dans les piscines car l'eau est jugée trop froide. Il propose qu'une action commune soit initiée avec l'ANDES lors du Salon des Maires du 22 au 24 novembre prochain.

Bourgogne Franche Comté : Patrick Trioen fait remarquer qu'au problème de la température de l'eau s'ajoute celui du manque de personnel dans les piscines. De plus, nous ne connaissons pas le coût de l'énergie dans les prochains mois. Si nous baissions la température de l'eau, le public ne vient plus et les piscines finissent par fermer. Il est aujourd'hui indispensable que les piscines fassent leur révolution en trouvant des solutions plus pérennes en termes de travaux afin de réduire leurs dépenses énergétiques.

Normandie : pour Philippe Briout il faut distinguer la partie bassin (scolaire, apprentissage) et la partie forme (service public) et valoriser le fait que ces établissements concernent une part très importante de la population. Les élus doivent faire le rapport entre les coûts et les activités. Les piscines sont malheureusement ciblées par leur consommation d'énergie mais également par le manque de personnel. L'impact sur la population est important en termes de politique. Pour information, il vient d'apprendre la fermeture de la piscine de Deauville.

Nouvelle Aquitaine : Marc Deberghes évoque les nombreuses fermetures de bassins, notamment à Angoulême où les élus souhaitent garder le bassin ouvert alors que les techniciens en demandent la fermeture dès janvier pour trois mois pour motif énergétique, et à Bordeaux des fermetures tournantes

de bassins pour travaux, avec transferts de personnel entre la piscine de Grand Parc et la piscine Judaïque.

Basile Gazeaud insiste sur le fait que la Fédération ne peut pas être calquée sur le modèle « gymnase ». Pour rappel, le plan « J'Apprends à Nager » a été fléché comme objectif prioritaire par le Ministère. Au-delà d'une activité, il s'agit d'une « école ». Nous réfléchissons aujourd'hui sur la meilleure rédaction de ce courrier afin de ne froisser personne mais rappeler la mission de service public des piscines. Nous devons également inciter l'État à aller plus loin dans les aides allouées. En ce qui concerne le lancement de travaux en vue de réduire le coût des dépenses énergétiques, il s'agit malheureusement d'une « révolution » à long termes entre 5 et 10 ans.

Laurent Ciubini demande aux Présidents de Ligues de faire remonter à la Fédération les fermetures de bassins.

2) Point licences

Bernard Dalmon présente le point à date sur les licences :

- ✓ 215 000 licenciés au 16 novembre 2022 (+ 12000 par rapport à N-1)
- ✓ 3 492 licences migrations.
- ✓ Très variable en fonction des ligues

Laurent Ciubini : malgré la chute vertigineuse des licences compétitions, on constate un premier rebond sur ces licences.

Philippe Briout : nous devons rester prudents avec les licences compétitions car elles sont surtout prises en début de saison.

Gilles Séziane rappelle que cette chute a débuté avec la crise du Covid qui a fortement impacté la population des jeunes compétiteurs.

Patrick Trioen rappelle également qu'au début de la réforme de la licence, nous enregistrons plus de licences compétitions.

Véronique Gibot informe que les HDF comptabilise moins de licences compétitions dans la catégorie Maîtres en raison du fait que peu de compétitions sont organisées dans l'Aisne. Par contre, elles seront plus nombreuses dans la catégorie Avenirs car il n'y a plus de pass'compétition.

Bernard Dalmon confirme que nous comptabilisons + 30 % sur les 10 ans et moins.

3) Budget : fonds de péréquation plongeon

Alexandra Laboucheix rappelle l'historique et le calendrier de mise en place du fonds de péréquation plongeon :

- Lors du processus budgétaire du 4^{ème} trimestre 2021, constat de l'investissement hétérogène des ligues en faveur du plongeon, alors même que toutes bénéficient de la même part régionale
- Décision de créer un fonds de péréquation pour le Plongeon lors du Codir de janvier 2022
- Explication des éléments dont doit disposer la FFN pour la mise en place du processus lors du Conseil des Territoires du 16 novembre 2022 avant envoi d'un courrier aux présidents & trésoriers de ligues
- Restitution des éléments demandées aux les ligues lors du Codir du 7 décembre 2022
- Retour de la FFN aux ligues des montants redistribués au titre de la péréquation avant le 31 décembre 2022

Afin de pouvoir mettre en place ce fonds de péréquation, la Fédération a donc besoin en amont de compiler tous les indicateurs autour des organisations plongeon sur le périmètre national, régional et

interrégional, en termes d'implications financières pour cette discipline. Pour ce faire, un courrier explicatif sera adressé dans les prochains jours à l'ensemble des ligues, afin de connaître :

- Le nombre d'organisations « Plongeon » nationales prises en charge dans la ligue sur l'année civile 2022 (distinguer celles ayant eu lieu ; et celles prévues d'ici à la fin de l'année civile 2022)
- La dépense totale sur les organisations « Plongeon » nationales au cours de l'année civile 2022 (réalisée et budgétée pour la fin de l'année)
- Le nombre d'organisations « Plongeon » régionales ou inter-régionales mises en place et prises en charge sur l'année 2022
- La dépense totale sur les organisations « Plongeon » régionales ou inter régionales (répartitions des coûts si co-portage d'action)
- Les recettes totales générées par les organisations « Plongeon » au cours de l'année civile 2022

Jean-Luc Manaudou s'interroge sur l'impact qu'aurait un fonds de péréquation fédéral sur une discipline en très grande fragilité. Sur la Ligue AURA il perçoit la grande difficulté à procéder au recrutement de jeunes enfants dont le nombre permettrait de faire vivre cette discipline. Les jeunes ne semblent pas aller spontanément vers cette discipline qui est par ailleurs très prisée lors des opérations de découverte, ce qui est paradoxal. Il faudrait peut-être conduire une réflexion avec la fédération de Gymnastique afin de diriger vers nos clubs de plongeon les athlètes qui ne semblent pas avoir de très haut potentiel. Sur le seul département du Rhône, il y a près de 40 clubs de gymnastique.

Laurent Ciubini précise que la Ligue AURA est l'une de celle qui investit le plus sur le plongeon. C'est pourquoi la Fédération souhaite avoir une cartographie sur l'investissement de toutes les ligues en faveur de cette discipline.

Julien Issoulié confirme la fragilité de cette discipline. Une discussion a eu lieu à ce titre avec l'ANS. Nous devons aujourd'hui trouver des arrangements avec la Fédération de Gymnastique afin de pouvoir former nos plongeurs. L'agence soutient cette action de transferts de talents. Nous devons fédérer cette activité en faisant un travail sur les plongeurs.

Stéphane Metzger informe que la ligue Grand Est a travaillé avec Clémence Monnery sur un projet intégrant le trampolin avec l'ouverture d'une section dédiée au sein de la structure de Strasbourg. Reste maintenant à trouver un entraîneur.

Julien Issoulié pense que cette structure pourrait devenir plus solide qu'un club de plongeon. La Fédération a rappelé aux élus de la FF Gymnastique que nous souhaitons des athlètes bien construits et par nécessairement performants en tant que gymnaste.

Bénédicte Compois rejoint ces propos. En Bretagne, l'activité plongeon sur le Pôle de Bréquigny est à l'arrêt faute d'encadrement et de dynamique de club.

Dominique Cupillard informe que la ligue Hauts de France a pour volonté de développer cette discipline sur 5 à 6 lieux avec une personne ressource qui proposera des activités avec les écoles de gymnastique et de cirque (projet ligue en lien avec les départements).

4) Sportif : présentation du fonctionnement des Equipes Techniques Régionales (ETR)

Julien Issoulié rappelle le rôle et le périmètre de responsabilité des Équipes Techniques Régionales.

Pour exemple, le rôle des ETR en Natation est de :

- Parler de la Natation Course
- Fédérer les acteurs de la Natation Course
- Être tête de réseau auprès des départements
- Construire la stratégie du territoire
- Travailler avec les structures du PPF
- Proposer et conduire des actions sportives pour la population régionale
- Établir et suivre des programmes sportifs avec des objectifs
- Réfléchir et accompagner l'ERFAN dans la formation des cadres

- Synthétiser et partager ses actions avec les acteurs R&N
- Être un lien entre les différents acteurs

L'ETR est composée :

- de personnes motivées qui ont envie de partager, de faire et impliquer, d'analyser, d'être créatif, de trouver des solutions, de porter des projets et de faire progresser les nageurs
- des entraîneurs, avec différents niveaux d'intervention : un cadre référent pour animer l'équipe
- du ou des élus associés afin de porter les projets aux instances fédérales, trouver les ressources en interne, porter et valoriser le projet sur le territoire et orienter la gouvernance

Quelles sont ses responsabilités ?

- Fédérer et rassembler
- Comprendre son territoire
- Trouver les opportunités
- Tenter des choses et les analyser
- Partager les expériences (bonnes ou mauvaises)

Une ambition commune : incarner la Natation Française :

- Assoir le rôle de l'ETR dans nos territoires
- Dynamiser le réseau FFN / ETR / ETD
- Ne pas se laisser freiner par le poids des habitudes

La présentation complète est jointe au présent compte-rendu.

Bénédicte Compois revient sur le séminaire des ETR des 1^{er} et 2 octobre où les ligues ont été représentées par un binôme président-technicien. L'ensemble des supports et des synthèses partagés lors de ce rendez-vous ont été transmis. Il faut maintenant continuer à faire vivre ce réseau, c'est pourquoi nous allons reprendre contact avec l'ensemble des participants afin de faire un suivi des débats. L'objectif serait de décliner ce programme de réseau à l'échelle des territoires pour lancer cette dynamique collective avec comme idée de monter une réunion nationale ou que chaque ligue le fasse à son échelle.

Julien Issoulié précise que les Présidents de ligues seront également sollicités pour faire un retour.

Patrick Trioen : suite à un appel à candidature à rejoindre l'ETR auprès des entraîneurs de sa région, la thématique du salaire revient fréquemment : « je suis intéressé mais quelle est la rémunération ? » Il souhaite savoir comment cela se passe dans les autres ligues.

Les Ligues présentes disent ne pas payer leurs ETR, à l'exception de la ligue AURA qui donne une indemnisation de 75 Euros par mois de façon forfaitaire à titre de reconnaissance et de remerciement et 10 euros de l'heure aux entraîneurs, soit une enveloppe de 4 000 Euros/an.

Jean-Luc Manaudou : la mise en place de l'ETR en AURA en 2017 avait été au plan rédactionnel et administratif une avancée dans le lien Ligue/Comités départementaux. Une telle organisation implique néanmoins un suivi quasi quotidien pour que le lien s'installe avec les techniciens. La mise d'en place d'une organisation ne se suffit pas en elle-même, il faut l'animer pour la faire vivre et en faire le bilan pour juger de sa pertinence et de son efficacité. La mise en place de l'ETR demande de la méthode, on fait quoi avec qui et comment ? Les dirigeants pensent qu'ils sont dans le vrai parce que cela fait 20 ou 30 ans qu'ils fonctionnent ainsi et que faire autre chose ne changera rien. En dehors de quelques clubs qui sont "l'arbre qui cache la forêt", il faut savoir se regarder, quel est le bilan sportif de la ligue, quel est le bilan des départements, quel est le bilan des clubs ? La ligue doit impulser des idées, des actions dans les départements afin de ne pas les laisser "autonome dans leur gestion".

Pour convaincre les techniciens, le GTR a été créé en AURA avec 5/6 entraîneurs référents en fonction de leur parcours ; il leur a été demandé de travailler à la mise en place d'un calendrier et de compétitions/grilles cohérents dans le cadre d'une politique sportive partagée, dynamique en revalorisant

le rôle des entraîneurs des structures. Guy La Rocca a été embauché en tant que référent ligue de l'ETR en lien avec le groupe, avec pour mission de déployer la même organisation dans les départements, à savoir identifier un référent à qui il est demandé de créer une Equipe Technique Départementale. Le référent ligue de l'ETR doit avoir un passé récent d'entraîneur ou l'être encore pour être crédible auprès des autres entraîneurs, c'est la clef. Un référent ETR qui n'entraîne pas ou plus depuis longtemps n'a aucune crédibilité et le projet ETR est mort avant d'avoir vécu.

Bénédicte Compois : c'est bien la démarche sur laquelle nous avons travaillé, à savoir partir d'un état des lieux, quelles sont les forces en présence ? avant de construire. Avoir une dynamique de réseau mais en tenant compte au plus près de la réalité. Nous espérons ainsi entrer dans une dynamique vertueuse afin d'entrer dans ce projet.

Dominique Cupillard informe que L'ETR des HDF est composée des entraîneurs des clubs d'excellence, des CAFS, des stagiaires en fin de BF4 et des représentants NC des 5 départements et du pôle NC des HDF.

4) Sportif : Point prévention contre le dopage

Julien Issoulié revient sur le contexte institutionnel ayant conduit à la déclinaison d'un plan de prévention contre le dopage spécifique à la Natation, dont la mise en place de nouvelles actions qui s'appuient sur l'enquête nationale, répondent aux carences, impliquent les territoires et mobilisent l'ensemble du réseau fédéral.

Déclinaison du plan d'actions :

- Faire l'état des lieux : enquête mise en place par la FFN (juin à octobre 2022)
- Établir une convention de partenariat avec l'AFLD
- Identifier les référents régionaux Antidopage : réalisé par certaines ligues
- Former les référents par l'AFLD pour être éducateurs agréés : 7 ligues disposent d'éducateurs agréés
- Intervenir sur certains regroupements ou stages
- Obligation pour chaque nageur international de réaliser un module spécifique
- Obligation pour les CAF d'organiser un module spécifique : formation à l'éducation antidopage pour leurs nageurs
- Organiser une formation nationale Escorte Antidopage
- Développer des supports de communication : prévention du dopage et des conduites dopantes

Le référent régional Antidopage doit être un Éducateur Antidopage Agréé : personne formée pour dispenser des actions d'éducation et qui est autorisée par un signataire (Standard international antidopage).

Ses missions :

- Planifier les activités d'éducation
- Mener des actions d'éducation
- Répondre aux questions des participants
- Assurer le suivi et l'évaluation de ses interventions

Les thèmes à aborder :

- Les valeurs du sport propre
- Les substances et méthodes interdites – médicaments et AUT
- Les compléments alimentaires
- La procédure de contrôle du dopage
- Les violations aux règles antidopage (VRAD) et les sanctions
- Les conséquences du dopage
- Signaler un fait de dopage

- Le groupe cible et la localisation

Qui accompagne les Ligues ?

- L'éducateur qu'elle a désigné et qui s'est formé auprès de la FFN ou de l'AFLD
- En s'appuyant sur les antennes régionales médicales de prévention du dopage
- En sollicitant le CC Antidopage fédéral pour trouver un formateur (si le CC ne peut trouver de compétences internes, il pourra solliciter l'AFLD grâce à notre convention)

Préalables indispensables

- **La Ligue doit s'approprier le sujet !**
- Le Référent Régional Antidopage doit être moteur de ses actions
- La Ligue doit imaginer un plan d'actions à destination de son réseau

La présentation complète est jointe au présent compte-rendu.

Dominique Cupillard précise que le prérequis pour entrer dans cette formation est le niveau Bac.

Patrick Trioen demande si l'action de formation, est une initiative régionale ou fédérale ?

Julien Issoulié répond qu'il s'agit dans un premier temps d'une action de prévention et donc une action à l'initiative des territoires

5) **Appel à candidature Lutte contre les maltraitances**

Il est demandé aux ligues n'ayant pas encore communiqué leur référent « lutte contre les maltraitances » de le faire auprès de Magali Tapret (magali.tapret@ffnatation.fr).

6) **Contractualisation : passage en phase 2**

Basile Gazeaud rappelle le calendrier de travail fixé en 2022 :

- Premier semestre 2022 : finalisation du document-cadre et signature de la partie commune (le contrat de délégation) avec l'ensemble des Ligues
 - Validation du document-cadre en AG (juin 2022)
 - Retours de toutes les Ligues (sauf la Guyane) au 30 octobre 2022
 - Travail en cours pour adapter la convention à certaines spécificités propres à Tahiti, la Nouvelle-Calédonie ou encore la Corse, non prises en compte dans le modèle de base (ANS notamment)
- Avant septembre 2022 : Elaboration d'un diagnostic de développement personnalisé entre les Ligues, les services fédéraux, le CC Contractualisation
 - Mise en œuvre décalée de quelques mois
- Saison 2022-2023 : Priorisation par le CC Contractualisation des projets portés par les Ligues via l'affectation d'une enveloppe budgétaire dédiée
 - Prise en compte des projets de Ligues dans l'enveloppe PSF 2023
 - Orientations à définir du CC pour l'enveloppe financière fédérale allouée

Stratégie de développement de la phase 2 du dispositif :

- Elaboration d'un diagnostic régional
 - Constitution d'une équipe fédérale (idéalement 1 salarié CFR + 1 élu membre du CC Contractualisation + 1 Cadre Technique)
 - Déplacements en région selon un planning établi
 - Etat des lieux de l'organisation et fonctionnement des Ligues
 - Création d'un outil commun « diagnostic régional » pour harmoniser et synthétiser le recueil des données

- Formalisation d'un projet de développement
 - Présentation par la ligue d'un projet de développement ciblé selon les besoins et priorités régionales
 - Volonté de trouver une adéquation / une complémentarité entre le projet de développement Contractualisation et les projets PSF
- Etude des projets régionaux

6) Point sur la campagne PSF 2022 et perspectives 2023

Catherine Arribé présente les perspectives du PSF 2023, l'objectif principale étant de lier le PSF et la contractualisation, avec pour ambition pour 2024 de lier le PSF à la labellisation afin de simplifier les choses.

Poursuite du travail collaboratif Ligue – FFN :

- Mise en place d'une méthodologie de travail avec un cadrage, des outils et un accompagnement
 - La contribution des référents régionaux PSF, comme interlocuteurs privilégiés pour la FFN
 - Un cahier des charges définissant les rôles et missions respectives entre les ligues et la FFN
 - L'organisation d'un webinaire national et de plusieurs réunions de cadrage avec les référents régionaux PSF
 - La formalisation d'outils partagés avec 2 guides méthodologiques : un à destination des clubs pour accompagner dans le travail d'élaboration du dossier et un à destination des référents PSF pour engager le travail d'instruction des dossiers
- Pour les projets des Ligues, un travail accru sur le projet de développement, en lien avec la Contractualisation :
 - Validation par l'ANS du contenu de la contractualisation
 - Soutenir des actions encadrées par le projet de développement de chaque Ligue (Phase 2 de la contractualisation)
- Consolider le réseau des référents régionaux PSF et poursuivre le travail d'accompagnement et de formation
- Anticiper encore davantage le lancement de la campagne
- Améliorer les outils d'accompagnement :
 - Publication d'un guide pour aider à la rédaction des fiches actions du dossier de demande de subvention et à l'élaboration d'un budget prévisionnel
 - Pour les référents régionaux PSF, mise à disposition d'un fichier d'instruction individualisé avec proposition d'un barème commun pour flécher les montants financiers des actions

La présentation complète incluant le bilan de la saison 2022 est jointe au présent compte-rendu.

7) Présentation de l'Académie de la Natation

Vincent Hamelin rappelle le contexte de mise en place de l'Académie de la Natation (ADN) :

✓ Un nombre très important de jeunes nageurs mettent prématurément un terme à leur pratique.
Hypothèse : alors qu'ils s'entraînent ces jeunes progressent peu d'où une absence de perspective et un manque d'épanouissement

- ✓ Les éducateurs sportifs, au terme d'une formation initiale longue, ne sont pas en mesure d'obtenir concrètement des transformations significatives du comportement des nageurs qui leurs sont confiés. Ces transformations déterminantes dans la progression ne sont d'ailleurs pas formalisées précisément dans les référentiels de formation.

Choix : formations en action afin d'atteindre des critères de réussites préalablement définis

- ✓ Il est constaté, trop souvent, que les éducateurs sportifs et leurs formateurs ne disposent pas d'une vision partagée du fonctionnement du nageur et manquent de repères sur les principes d'action de la natation

Moyens : un cadre de référence commun (modèle théorique de fonctionnement du nageur, contenus didactiques et pédagogiques éprouvés formalisés etc.)

- ✓ Les formateurs de nos ERFAN ne disposent pas toujours de suffisamment de contenus didactiques et d'une démarche pédagogique efficiente.

Démarches : démarche pédagogique et des contenus didactiques adaptés, éprouvés et formalisés (Guide de processus de construction du nageur (du débutant au champion)

L'ambition de l'Académie de la Natation :

- Faire évoluer l'enseignement de la natation. Devenir l'acteur moteur dans le domaine de l'enseignement de la Natation et de la formation.
- 2 volets de l'« Académie de la natation » :
 - Des pratiques : Aisance Aquatique, Ecole de Natation Française, J'apprends à Nager
 - Des formations en action : Formation nationale d'instructeurs ADN, Formations territoriales de formateurs ADN, Formations d'encadrants ADN
- Mettre en œuvre une formation de qualité en s'appuyant sur des encadrants formés qui permettront à chaque pratiquant de progresser et de s'épanouir
 - Disposer d'un encadrement formé quel que soit le niveau de pratique
 - Disposer d'un cadre de référence didactique commun = fédérer
 - Faire aimer la natation aux enfants qui nous sont confiés afin qu'ils pratiquent tout au long de leur vie

L'Académie de la natation est le dispositif de formation de la FFN. Il s'appuie sur l'ENF qui est le processus de construction du nageur.

Patrick Trioen : concernant les compétences à acquérir par le nageur et les formations/qualifications de l'encadrant avec en exemple l'aisance aquatique qui nécessite que les encadrants soient formés spécifiquement pour tenir cet enseignement en 2023, est-ce que toutes ces compétences nageurs identifiées nécessiteront obligatoirement une formation spécifique à chacune d'entre elles ?

Vincent Hamelin confirme que les contenus de formation de l'ADN vont, le cas échéant, être intégrés aux référentiels de formation fédéraux car l'enjeu est d'avoir des personnels qualifiés et compétents.

Vincent Hamelin présente ensuite l'articulation des dispositifs ADN et FFN et le déploiement des formations.

La présentation complète est jointe au présent procès-verbal.

Stéphane Metzger informe que des sociétés privées (type Récréa) l'ont contacté pour proposer des formations. Ces sociétés ont une force de communication importante, avec des investissements significatifs, ce qui peut être préjudiciable pour les clubs. Comment faire pour que le dispositif de l'Académie de la Natation soit largement reconnu et largement communiqué ? Nous devons mettre en avant notre plus-value auprès des collectivités.

Vincent Hamelin confirme que la Fédération a pour ambition que cette Académie soit reconnue en tant que référence. Ce qui va nous démarquer par rapport aux autres, c'est la transformation de nos nageurs, par rapport aux autres dispositifs proposés. Nous devons ensuite la promouvoir au travers d'une large communication.

Marc Deberghes suggère de créer un outil « société » pour concurrencer ces sociétés commerciales.

Claudie Arnaud souhaite recevoir cette présentation très intéressante afin d'en faire la promotion au niveau régional.

Vincent Hamelin confirme qu'elle sera annexée au compte-rendu et qu'une intervention fédérale peut également être envisagée pour les régions qui le souhaitent.

Christine Arnoux : quid des fiches pratiques ?

Vincent Hamelin estime que les fiches ne garantissent pas la qualité de l'enseignement et qu'elles peuvent parfois être contre-productives si la démarche pédagogique n'est pas appréhendée. Cependant, dans certains cas, comme pour les enseignants de l'éducation nationale par exemple, ces fiches donnent des repères.

Patrick Trioen juge ce concept très complet. A-t-on les moyens de capter les parents lors de leurs recherches sur internet ?

Il est précisé que le référencement fait partie du projet de transition numérique en cours et que la Fédération a bien déposé la marque « Académie de la Natation ».

Pour conclure, Gilles Sézional rappelle que chacun, quel que soit l'échelon, peut être un VRP de la Natation. Il s'agit d'un vaste chantier et nous devons tendre vers une démarche plus commerciale de notre savoir-faire si nous voulons concurrencer les sociétés privées. C'est pourquoi le virage de la transition numérique est indispensable. Si chacun se met au service global de la Fédération, nous y arriverons et l'ETR y a toute sa place. Pour finir, il félicite toutes les parties prenantes pour les résultats obtenus lors des derniers Championnats de France.

Les débats sont clos à 17h00.

La Secrétaire Générale
Dominique CUPILLARD

Le Président
Gilles SEZIONALE